

Unité départementale de l'Aisne
25 rue Albert THOMAS
02100 SAINT QUENTIN

St QUENTIN, le 20/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



SERMIX SAS

BP 19
02400 CHIERRY

Références : SER22-431
Code AIOT : 0005100205

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/09/2022 dans l'établissement SERMIX SAS implanté rue de l'Eglise à CHIERRY (02400). L'inspection a été annoncée par courriel du 26/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SERMIX SAS
- BP 19 - Rue de l'Eglise - 02400 CHIERRY
- Code AIOT : 0005100205
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil Haut

Cet établissement est spécialisé dans la production de constituants nutritionnels pour l'alimentation animale, et fait partie du groupe ADM (Archer Daniels Midland Company).

Le site est actuellement soumis à autorisation sous le **seuil bas** de la directive SEVESO, au titre de la rubrique n°4510 de la nomenclature des installations classées pour le stockage de produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.

Une procédure engagée en mai 2017 (enquête publique du 14/09 au 26/10/2018) doit aboutir prochainement à un classement SEVESO **seuil haut** au titre de cette même rubrique n°4510.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de l'inspection du 19/3/2021
- état des stocks (Arrêté ministériel du 04/10/2010)
- mise en place de la PPAM et du SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Vannes, bassins et extincteurs	Arrêté préfectoral du 07/05/1996 article 15	Observation : réponse attendue sous 30 jours	Autre observation, susceptible de suites administratives

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	MMR	Arrêté préfectoral du 21/07/2017 article 2.6	Non conformité susceptible de mise en demeure : réponse attendue sous 30 jours	Autre observation, susceptible de suites administratives
4	Etat des matières stockées - dispositions spécifiques	Arrêté ministériel du 04/10/2010 article 47	Observation : réponse attendue sous 30 jours	Susceptible de suites administratives
8	Avis CSE sur la PPAM	Code de l'environnement article R. 515-87	/	Susceptible de suites administratives

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Etat des stocks	Arrêté ministériel du 04/10/2010 article 49	Observation : réponse recue dans le délai imparti	Sans objet
5	Existence PPAM	Arrêté ministériel du 26/05/2014 article 5	/	Sans objet
6	Contenu PPAM	Code de l'environnement article L. 515-33	/	Sans objet
7	Réexamen et mise à jour PPAM	Code de l'environnement article R. 515-87	/	Sans objet
9	Généralités SGS	Arrêté ministériel du 26/05/2014 ANNEXE I	/	le classement SEVESO Haut reste à acter
10	Conception et gestion des modifications	Arrêté ministériel du 26/05/2014 Annexe I.4	/	le classement SEVESO Haut reste à acter
11	Affectation de moyens appropriés	Code de l'environnement article R. 515-99	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les observations formulées le 1er septembre 2022 peuvent faire l'objet de corrections sous 30 jours par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vannes, bassins et extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 07/05/1996, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'extinction et confinement
Point de contrôle déjà contrôlé le 19/3/2021
Prescription contrôlée : Les emplacements des moyens de secours seront signalisés et leurs accès maintenus dégagés en permanence. Ils seront entretenus en bon état de fonctionnement et le personnel sera périodiquement entraîné à leur emploi [...]
Constats du 19/3/2021 La vanne d'isolement et le sens de manœuvre (ouverture / fermeture) ne font l'objet d'aucune signalisation. La présence de joncs et moisissures dans le bassin de 181 m ³ montre la nécessité de réaliser un entretien. L'extincteur présent sur le portail des bassins est inaccessible (coffre fermé à clef, clef perdue).
Constats du 1/9/2022 La vanne d'isolement et son sens de manœuvre (ouverture / fermeture) ont fait l'objet d'une signalisation fonctionnelle. L'entretien des bassins de récupération des eaux a été réalisé, mais la présence dans l'aire grillagée de ces bassins de 5 fûts de 200 l (vides ?), hors rétention, est à expliciter (2022-Obs-01) . La boîte de l'extincteur présent sur le portail des bassins est désormais verrouillée par un collier plastique.
Type de suites proposées : Susceptible de suites administratives
Proposition de suites : Réponse sous 30 jours.

N° 2 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé le 19/3/2021
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constat du 19/3/2021 : Un inventaire est tenu, mais liste les seuls produits relevant des rubriques n°4510 et 4511 : les matières combustibles non dangereuses ou non classées au titre de la nomenclature doivent figurer sur l'état des stocks depuis le 1er janvier 2021. L'exploitant devra par ailleurs respecter les prescriptions de l'article 47 de cet arrêté à compter du 1er janvier 2022.
Constats du 1/9/2022 : L'état des stocks est accessible depuis le réseau de l'entreprise ; les rubriques de classements ICPE des produits ou mélanges stockés, zones de stockages, et quantités figurent désormais sur cet état, qui reporte aussi les matières ou produits combustibles non classés.

Les FDS sont disponibles sur le réseau de l'entreprise ; 2 fiches ont été choisies aléatoirement :

- « K.MIX UCALPI 3 » : le classement au titre de la rubrique n°4511 de la nomenclature est mentionné au point 15 de la fiche ;
- « RM1 SAFE 1 % » : le mélange est notamment composé de matières dotées de la phrase de risques H410 (à moins de 1 %). Le fabriquant (SERMIX) mentionne que ce mélange ne relève d'aucune rubrique de classement.

Type de suites proposées : Sans objet

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : MMR

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 21/07/2017, article 2.6

Thème(s) : Risques accidentels, MMR

Point de contrôle déjà contrôlé le 19/3/2021

Prescription contrôlée :

[...] Pour chaque MMR, l'exploitant dispose d'un dossier :

- décrivant succinctement la barrière, sa fonction, les éléments la composant, les actions et performances attendues ;
- permettant de déterminer qu'elle satisfait aux critères, d'efficacité, de cinétique, de testabilité et de maintenance définis à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- précisant son niveau de confiance et le niveau de probabilité résiduel du ou des phénomènes dangereux avec la prise en compte de ces barrières ;
- comprenant l'enregistrement et l'archivage des opérations de maintenance, préventives ou correctives, et de contrôle ;
- comprenant le programme de tests périodiques ainsi que les résultats de ces tests.

L'exploitant doit pouvoir également justifier de l'indépendance de chaque MMR vis-à-vis des événements initiateurs considérés. [...]

Les procédures de vérification de l'efficacité, de vérification de la cinétique de mise en œuvre, les tests et la maintenance de ces barrières ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par écrit et respectées.

L'exploitant doit intervenir dans les meilleurs délais afin que l'indisponibilité d'une MMR soit la plus réduite possible.

L'exploitant tient à jour la liste des mesures de maîtrise des risques. Cette liste ainsi que les procédures susvisées sont révisées régulièrement au regard du retour d'expérience accumulé sur ces systèmes (étude du comportement et de la fiabilité de ces matériels dans le temps au regard des résultats d'essais périodiques et des actes de maintenance...) et à chaque incident ou événement les mettant en cause. [...]

Constat du 19/3/2021 :

L'étude de dangers de février 2018 identifie 2 MMR :

> détection incendie

> intervention interne et externe.

Les dossiers par MMR sont à formaliser.

La communication des dossiers techniques et contrôles périodiques des détecteurs incendie, poteaux incendie, RIA et extincteurs a été demandée et reste à venir.

Constats du 1/9/2022 :

Le suivi des équipements de protection incendie a été justifié, mais l'ensemble des pièces disponibles nécessitent d'être reliées ("dossier"), notamment pour confirmer le niveau de confiance déterminé (2022-Obs-02).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Réponse sous 30 jours.

N° 4 : Etat des matières stockées - dispositions spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie.</p> <p>Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions de l'article 47 sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>Cette prescription a été annoncée lors de l'inspection du 19/3/2021 (cf actuel point de contrôle n°2). L'état des stocks communiqué mentionne les rubriques de classements ICPE des produits ou mélanges stockés, leurs zones de stockages, et quantités ; les matières ou produits combustibles sont également listés.</p> <p>Un plan général du site, répertoriant les zones mentionnées dans l'état des stocks, est à tenir à jour depuis le 1/1/2022 (2022-NC-01).</p> <p>Un état synthétique est tenu, mais ne vulgarise pas les informations en destination des riverains (2022-NC-02).</p> <p>Le POI rédigé cite les prescriptions relatives à l'état des stocks.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites administratives
Proposition de suites : Réponse sous 30 jours

N° 5 : Existence de la PPAM

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, PPAM
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La politique de prévention des accidents majeurs prévue à l'article R. 515-87 du code de l'environnement est décrite par l'exploitant dans un document maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La PPAM a été rédigée et visée par le responsable du site (M. ESTENNEVIN) le 15/3/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Contenu PPAM

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2013, article L. 515-33
Thème(s) : Risques accidentels, PPAM
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un document écrit définissant sa politique de prévention des accidents majeurs. Cette politique est conçue pour assurer un niveau élevé de protection de la santé publique et de l'environnement et est proportionnée aux risques d'accidents majeurs. Elle inclut les objectifs globaux et les principes d'action de l'exploitant, le rôle et l'organisation des responsables au sein de la direction, ainsi que l'engagement d'améliorer en permanence la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs. Cette politique est mise à jour et réexaminée périodiquement.
Constats : M. ESTENNEVIN a visé la PPAM du site le 15/3/2021. Les objectifs mentionnés pourraient utilement être reliés à des indicateurs (avancement) et à des pilotes (2022-Obs-03).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Réexamen et mise à jour PPAM

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 515-87
Thème(s) : Risques accidentels, PPAM
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - La politique de prévention des accidents majeurs définie à l'article L. 515-33 est réexaminée au moins tous les cinq ans et mise à jour, si nécessaire. Elle est par ailleurs réalisée ou réexaminée et mise à jour : 1° Dans un délai raisonnable : a) Avant la mise en service d'un nouvel établissement relevant du régime défini à la présente section ; b) Avant la mise en œuvre de modifications des installations ou des activités d'un établissement entraînant un changement de l'inventaire des substances dangereuses ayant pour conséquence de le faire entrer dans le régime défini à la présente section ou, si l'établissement en relève déjà, de le faire entrer dans le régime défini à la sous-section 2 ou de l'en faire sortir ; c) Avant la réalisation de modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés à des accidents majeurs ; 2° Dans le délai d'un an à compter du jour où, pour d'autres raisons que celles mentionnées au 1°, un établissement entre dans le régime défini à la présente section ; 3° Dans les meilleurs délais possibles, à la suite d'un accident majeur dans l'établissement.
Constats : La PPAM a été rédigée le 15/3/2021 et les installations et activités n'ont subi de modifications substantielles depuis (le projet EIFFEL déposé le 12/4/2021 a été jugé notable mais non substantiel par l'inspection le 9/8/2021).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Avis CSE sur PPAM

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 515-87
Thème(s) : Risques accidentels, PPAM
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. - Le document définissant la politique de prévention des accidents majeurs ainsi que les réexamens périodiques dont il fait l'objet sont soumis à l'avis du comité social et économique prévu à l'article L. 2311-2 du code du travail.
Constats : L'exploitant n'a pas pu justifié de la consultation du CSE sur la PPAM validée en 2021. Ce comité devra être consulté lors de la prochaine actualisation de ce document (2022-Obs-04) .
Type de suites proposées : Susceptible de suites administratives
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Généralités SGS

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26/05/2014, Annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, SGS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le système de gestion est proportionné aux risques, aux activités industrielles et à la complexité de l'organisation dans l'établissement et repose sur l'évaluation des risques. Il intègre la partie du système de gestion général incluant la structure organisationnelle, les responsabilités, les pratiques, les procédures, les procédés et les ressources qui permettent de déterminer et de mettre en œuvre la politique de prévention des accidents majeurs.</p>
<p>Constats : Le SGS rédigé (version V0.2 du 29/7/2022) utilise une trame mise en œuvre sur d'autres sites ADM. La structure organisationnelle, les responsabilités, les pratiques, les procédures, les procédés et les ressources qui permettent de déterminer et de mettre en œuvre la PPAM sont énumérés. Toutes les procédures ne sont pas encore rédigées (2022-Obs-05). Le point 11.1 pourrait notamment faire l'objet d'une procédure spécifique portant sur la vérification - avant toute commande - des stocks maximums autorisés par le Préfet (vérification actuellement non justifiée) (2022-Obs-06). De même, l'identification du classement au titre des rubriques 4xxx est réalisée, mais certaines rubriques (stock cible inférieur au seuil de déclaration ?) nécessitent d'être portées à la connaissance du Préfet, avec une évaluation des risques, afin d'actualiser si nécessaire l'étude détaillée des risques de l'étude de dangers (2022-Obs-07).</p>
Type de suites proposées : Sans objet (le classement SEVESO Haut reste à acter)
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Conception et gestion des modifications

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26/05/2014, Annexe I.4
Thème(s) : Risques accidentels, SGS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité : <i>"Des procédures sont mises en œuvre pour les modifications apportées aux installations et aux procédés et pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés."</i></p>
<p>Constats : Un outil interne au groupe ADM, dénommé MOC (Management Of Change) est mis en œuvre. L'adaptation de cet outil aux prescriptions de l'arrêté préfectoral (respect des stocks maximums par rubrique, information du préfet en cas de nouvelles matières et rubriques de classement, ...) reste à assurer (2022-Obs-08).</p>
Type de suites proposées : Sans objet (le classement SEVESO Haut reste à acter)
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Affectation de moyens appropriés

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 515-99
Thème(s) : Risques accidentels, SGS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité prévu à l'article L. 515-40 et lui affecte des moyens appropriés.
Constats : Depuis l'inspection du 19/3/2021, la société SERMIX s'est organisée en procédant au recrutement de 2 personnes dédiées à la sécurité et l'environnement (Mme VIMONT et M. TESTARD) affectées au site de CHIERRY. Ces personnes ont commencé la rédaction des procédures et actions prévues par le SGS. Le groupe ADM a quant à lui, assuré le remplacement de sa coordinatrice HSE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet